

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017				Total
	Encours bruts	Dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	
France (y compris DOM-TOM)	15 800 938	216 688	(170 173)	(101 614)	15 529 151
Autres pays de l'Union Européenne	152 293	9	(9)	(4)	152 280
Autres pays d'Europe	19 139	63	(47)	(54)	19 038
Amérique du Nord	3 804			(3)	3 801
Amériques centrale et du Sud	2 006			0	2 006
Afrique et Moyen-Orient	2 920			(3)	2 917
Asie et Océanie (hors Japon)	5 085	40	(30)	(75)	4 980
Japon					
Organismes supranationaux					
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	15 986 185	216 800	(170 259)	(101 753)	15 714 173

(1) Dont encours restructurés pour 217 098 milliers d'euros.

Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Engagements de financement en faveur de la clientèle	
France (y compris DOM-TOM)	1 874 573
Autres pays de l'Union Européenne	31 508
Autres pays d'Europe	151
Amérique du Nord	19
Amériques centrale et du Sud	63
Afrique et Moyen-Orient	345
Asie et Océanie (hors Japon)	313
Japon	3
Total engagements de financement	1 906 975
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	
France (y compris DOM-TOM)	386 089
Autres pays de l'Union Européenne	252
Autres pays d'Europe	570
Amérique du Nord	
Amériques centrale et du Sud	
Afrique et Moyen-Orient	
Asie et Océanie (hors Japon)	
Japon	
Total engagements de garantie	386 911

3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2018								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 2)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes									
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	138 904	4 962		80 129	18 988		4 025	2 147	16 770
Administration générale	18 817								
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	60 962	367		10 330	1 988		311	109	5 092
Clientèle de détail	59 125	4 595		69 799	17 000		3 714	2 038	11 678
Total	138 904	4 962		80 129	18 988		4 025	2 147	16 770

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours à ≤ 180 jours	> 180 jours à ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres						794 879	84 225
Instruments de dettes						1 700	5 352
Administration générale							
Banques centrales							
Etablissements de crédit							
Grandes entreprises						1 700	5 352
Clientèle de détail							
Prêts et avances	269 448	939	1 817	0	272 204	44 841	266 660
Administration générale	40 092				40 092	350	1 252
Banques centrales							
Etablissements de crédit							
Grandes entreprises	81 365		59		81 424	13 230	77 870
Clientèle de détail	147 991	939	1 758		150 688	31 261	187 538
Total actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	269 448	939	1 817	0	272 204	841 420	356 237

3.2. Risque de marché

(cf. Rapport de gestion)

Opérations sur les instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – Juste Valeur Actif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				24	31 137	38 348	69 509
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				24	31 137	38 348	69 509
Options de taux							
Caps-floors-collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				24	31 137	38 348	69 509
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif				24	31 137	38 348	69 509

(en milliers d'euros)	31/12/2017						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				20	11 850	70 501	82 371
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				20	11 850	70 501	82 371
Options de taux							
Caps - floors - collars							
Autres instruments conditionnels							
Autres instruments							
Dérivés de crédits							
Sous-total				20	11 850	70 501	82 371
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - actif				20	11 850	70 501	82 371

Instruments dérivés de couverture – Juste Valeur Passif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				560	9 069	95 411	105 040
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				560	9 069	95 410	105 039
Options de taux							
Caps-floors-collars						1	1
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				560	9 069	95 411	105 040
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif				560	9 069	95 411	105 040

(en milliers d'euros)	31/12/2017						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				166	6 744	107 858	114 768
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				166	6 744	107 856	114 766
Options de taux							
Caps - floors - collars						2	2
Autres instruments conditionnels							
Autres instruments							
Dérivés de crédits							
Sous-total				166	6 744	107 858	114 768
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - passif				166	6 744	107 858	114 768

Instruments dérivés de transaction – Juste Valeur Actif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				39	1 957	880	2 876
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				39	1 957	880	2 876
Options de taux							
Caps-floors-collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments				1			1
Dérivés sur actions & indices boursiers							
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				1			1
Sous-total				40	1 957	880	2 877
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif				40	1 957	880	2 877

(en milliers d'euros)	31/12/2017						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				3	3 411	260	3 674
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				3	3 411	260	3 674
Options de taux							
Caps - floors - collars							
Autres instruments conditionnels							
Autres instruments				1			1
Autres				1			1
Sous-total				4	3 411	260	3 675
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction – actif				4	3 411	260	3 675

Instruments dérivés de transaction – Juste Valeur Passif

(en milliers d'euros)	31/12/2018						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				39	1 958	1 138	3 135
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				39	1 958	1 138	3 135
Options de taux							
Caps-floors-collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments				3			3
Dérivés sur actions & indices boursiers							
Dérivés sur métaux précieux							
Dérivés sur produits de base							
Dérivés de crédits							
Autres				3			3
Sous-total				42	1 958	1 138	3 138
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif				42	1 958	1 138	3 138

(en milliers d'euros)	31/12/2017						Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				3	3 411	282	3 696
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				3	3 411	282	3 696
Options de taux							
Caps - floors - collars							
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises et or							
Options de change							
Autres instruments				7			7
Dérivés de crédits							
Autres				7			7
Sous-total				10	3 411	282	3 703
Opérations de change à terme							
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - passif				10	3 411	282	3 703

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Instruments de taux d'intérêt	5 186 492	5 200 772
Futures		
FRA		
Swaps de taux d'intérêts	5 186 062	5 199 805
Options de taux		
Caps-floors-collars	430	967
Autres instruments conditionnels		
Instruments de devises et or		
Opérations fermes de change		
Options de change		
Autres instruments		
Dérivés sur actions & indices boursiers		
Dérivés sur métaux précieux		
Dérivés sur produits de base		
Dérivés de crédits		
Autres		
Sous-total	5 186 492	5 200 772
Opérations de change à terme	7 706	10 027
Total notionnels	5 194 198	5 210 799

Risque de change

(cf. Rapport de gestion)

3.3. Risque de liquidité et de financement

(cf. Rapport de gestion)

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2018					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 239 711	19 768	803 479	183 910	1 084	2 247 952
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 350 521	2 032 139	6 484 027	6 122 930	18 396	16 008 013
Total	2 590 232	2 051 907	7 287 506	6 306 840	19 480	18 255 965
Dépréciations						(265 330)
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						17 990 635

(en milliers d'euros)	31/12/2017					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 799 687	110 771	651 851	383 743	1 085	2 947 137
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 262 566	2 063 717	6 516 020	6 112 007	22 893	15 977 203
Total	3 062 253	2 174 488	7 167 871	6 495 750	23 978	18 924 340
Dépréciations						(272 012)
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						18 652 328

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2018					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 200 378	1 847 130	3 904 250	1 471 618	1 085	8 424 461
Dettes envers la clientèle	4 958 447	292 349	2 002 755	403 137		7 656 688
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	6 158 825	2 139 479	5 907 005	1 874 755	1 085	16 081 149

(en milliers d'euros)	31/12/2017					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 052 127	1 796 129	3 973 333	1 933 802		8 755 391
Dettes envers la clientèle	4 647 928	542 537	1 959 853	357 600		7 507 918
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	5 700 055	2 338 666	5 933 186	2 291 402		16 263 309

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2018					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	558	1 361	7 021			8 940
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	213 500	689 150	263 323			1 165 973
Emprunts obligataires	7			40 957		40 964
Autres dettes représentées par un titre						
Total dettes représentées par un titre	214 065	690 511	270 344	40 957		1 215 877
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	100	5 077	194 439	200 000		399 616
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
Total dettes subordonnées	100	5 077	194 439	200 000		399 616

(en milliers d'euros)	31/12/2017					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	1 346	4 726	9 269			15 341
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	448 001	1 027 495	213 011			1 688 507
Emprunts obligataires				20 282		20 282
Autres dettes représentées par un titre					882	882
Total dettes représentées par un titre	449 347	1 032 221	222 280	20 282	882	1 725 012
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	99	5 077	195 553	200 000		400 729
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
Total dettes subordonnées	99	5 077	195 553	200 000		400 729

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en milliers d'euros)	31/12/2018					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données						

(en milliers d'euros)	31/12/2017					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données						

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 « Risque de marché ».

3.4. Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.2 « Risque de marché » et Chapitre « Facteurs de risque – Gestion du bilan » du Document de référence de Crédit Agricole S.A.)

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Valeur de marché		Montant notionnel
	positive	négative	
Couverture de juste valeur	69 509	105 040	4 814 832
Taux d'intérêt	69 509	105 040	4 814 832
Change			
Autres			
Couverture de flux de trésorerie			
Taux d'intérêt			
Change			
Autres			
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Total instruments dérivés de couverture	69 509	105 040	4 814 832

(en milliers d'euros)	31/12/2017		
	Valeur de marché		Montant notionnel
	positive	négative	
Couverture de juste valeur	82 371	114 768	4 892 880
Taux d'intérêt	82 371	114 768	4 892 880
Instruments de capitaux propres			
Change			
Crédit			
Matières premières			
Autres			
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Total instruments dérivés de couverture	82 371	114 768	4 892 880

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(en milliers d'euros)	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt				1 101 536	1 423 497	2 289 799	4 814 832
Futures							
FRA							
Swaps de taux d'intérêts				1 101 536	1 423 497	2 289 369	4 814 402
Options de taux							
Caps-floors-collars						430	430
Autres instruments conditionnels							
Instruments de devises							
Opérations fermes de change							
Options de change							
Autres instruments							
Autres							
Sous-total				1 101 536	1 423 497	2 289 799	4 814 832
Opérations de change à terme							
Total notionnel des instruments dérivés de couverture				1 101 536	1 423 497	2 289 799	4 814 832

La note « 3.2 Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2018			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de juste valeur				
Marchés organisés				
Taux d'intérêt				
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Change				
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				
Marchés de gré à gré	189	59 985	5 638	486 200
Taux d'intérêt	189	59 985	5 638	486 200
Instruments fermes	189	59 984	5 637	485 770
Instruments conditionnels		1	1	430
Change				
Instruments fermes				
Instruments conditionnels				
Autres				
Total des micro-couvertures de juste valeur	189	59 985	5 638	486 200
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	69 320	45 055	(7 974)	4 328 632
Total couverture de juste valeur	69 509	105 040	(2 336)	4 814 832

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Micro-couvertures (en milliers d'euros)	31/12/2018			Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y. c. cessations de couvertures au cours de la période)
	Couvertures existantes	Couvertures ayant cessé		
	Valeur comptable	dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Taux d'intérêt				
Change				
Autres				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	534 161	57 807		(5 640)
Taux d'intérêt	534 161	57 807		(5 640)
Change				
Autres				
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	534 161	57 807		(5 640)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti				
Taux d'intérêt			2 179	
Change			2 179	
Autres				
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif			2 179	

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (en milliers d'euros)	31/12/2018	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 334 755	25 847
Total - Actifs	2 334 755	25 847
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 997 084	57 692
Total - Passifs	1 997 084	57 692
Total couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	337 671	(31 845)

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y. c. cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y. c. cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	(2 336)	2 348	12
Change			
Autres			
Total	(2 336)	2 348	12

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est ne dispose pas de couverture de flux de trésorerie ni d'investissement net dans une activité à l'étranger.

3.5. Risques opérationnels

(cf. Rapport de gestion)

3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen 575/2013 (CRR), le groupe Crédit Agricole du Nord Est est soumis au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres du groupe Crédit Agricole du Nord Est est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013, applicables depuis le 1^{er} janvier 2014 et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce nouveau dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier. Les exigences de coussins de fonds propres s'appliquent de manière progressive et atteindront le niveau cible en 2019.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités notamment de certains instruments de capital qui sont classés en Additional Tier 1 (AT1) et de déductions des immobilisations incorporelles,
- les fonds propres de catégorie 1 ou Tier 1, constitués du Common Equity Tier 1 et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 perpétuels,
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si ces instruments ne sont pas éligibles, et qu'ils ont été émis avant le 31/12/2011, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » qui s'étale sur 10 ans jusqu'à fin 2021 permettent de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du Tier 1 (AT1) et du Tier 2. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances quand l'établissement ne bénéficie pas de la « dérogation conglomérat financier ».

En 2018 comme en 2017 et selon la réglementation en vigueur, le groupe Crédit Agricole du Nord Est a respecté les exigences réglementaires.

4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Sur les actifs financiers au coût amorti	372 444
Opérations avec les établissements de crédit	238
Opérations internes au Crédit Agricole	36 474
Opérations avec la clientèle	335 498
Opérations de location-financement	
Titres de dettes	234
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 550
Opérations avec les établissements de crédit	
Opérations avec la clientèle	
Titres de dettes	1 550
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	33 636
Autres intérêts et produits assimilés	
Produits d'intérêts (1) (2)	407 630
Sur les passifs financiers au coût amorti	(202 429)
Opérations avec les établissements de crédit	(700)
Opérations internes au Crédit Agricole	(104 611)
Opérations avec la clientèle	(86 896)
Opérations de location-financement	
Dettes représentées par un titre	(355)
Dettes subordonnées	(9 867)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(28 483)
Autres intérêts et charges assimilées	(381)
Charges d'intérêts	(231 293)

(1) Dont 5 079 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 31 décembre 2018.

(2) Dont 758 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2018.

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédit	379
Sur opérations internes au Crédit Agricole	44 065
Sur opérations avec la clientèle	374 992
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	1 162
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2 768
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	32 612
Sur opérations de location-financement	0
Autres intérêts et produits assimilés	0
Produits d'intérêts (1) (2)	455 978
Sur opérations avec les établissements de crédit	(2 677)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(113 943)
Sur opérations avec la clientèle	(100 535)
Sur dettes représentées par un titre	(693)
Sur dettes subordonnées	(8 247)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(42 900)
Sur opérations de location-financement	0
Autres intérêts et charges assimilées	(3)
Charges d'intérêts	(268 998)

(1) Dont 5 174 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2017.

(2) Dont 1 229 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2017.

4.2. Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	479	(47)	432	669	(84)	585
Sur opérations internes au Crédit Agricole	15 166	(16 708)	(1 542)	15 619	(18 365)	(2 746)
Sur opérations avec la clientèle	52 474	(863)	51 611	52 729	(771)	51 958
Sur opérations sur titres		(1)	(1)		(19)	(19)
Sur opérations de change	295		295	246		246
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	9	(115)	(106)	10	(157)	(147)
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	136 090	(21 662)	114 428	134 529	(20 012)	114 517
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	5 278	(98)	5 180	5 125	(16)	5 109
Produits nets des commissions	209 791	(39 494)	170 297	208 927	(39 424)	169 503

Les produits de commissions des opérations sont portés majoritairement par l'activité « Banque de proximité en France ».

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dividendes reçus	161
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	(396)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	6 213
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	8 175
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	750
Résultat de la comptabilité de couverture	13
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	14 916

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés.

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Dividendes reçus	0
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif / passif à la juste valeur par résultat par nature	(7 318)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif / passif à la juste valeur par résultat sur option	0
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	690
Résultat de la comptabilité de couverture	(320)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	(6 948)

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	122 000	(121 999)	1	153 438	(153 421)	17
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	58 172	(63 813)	(5 641)	69 440	(83 957)	(14 517)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	63 828	(58 186)	5 642	83 998	(69 464)	14 534
Couverture de flux de trésorerie						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	237 257	(237 245)	12	302 275	(302 612)	(337)
Variations de juste valeur des éléments couverts	122 586	(114 598)	7 988	160 502	(141 374)	19 128
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	114 671	(122 647)	(7 976)	141 773	(161 238)	(19 465)
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt						
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace						
Total résultat de la comptabilité de couverture	359 257	(359 244)	13	455 713	(456 033)	(320)

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.4 « Comptabilité de couverture ».

4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	(123)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) (2)	52 388
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	52 265

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

(2) Dont dividendes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables décomptabilisés au cours de la période de 135 milliers d'euros.

Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Dividendes reçus	53 866
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	17 707
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) (2)	(2 045)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances (3)	9 774
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	78 702

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.10 « Coût du risque ».

(2) Les titres ayant fait l'objet d'une telle dépréciation en 2017 concernent principalement quatre lignes de la Caisse régionale (1 568 milliers d'euros) et trois lignes de titres AFS de la filiale NEE (446 milliers d'euros).

(3) Cette ligne concerne principalement la plus-value de cession dégagee par la filiale NECI (9 219 milliers d'euros) suite à l'arrivée à échéance d'une ligne obligataire.

4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres de dettes		
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle		
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Titres de dettes		
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle		
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)		

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a pas procédé à la cession d'actifs financiers au coût amorti.

4.6. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a pas procédé au reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat.

Un détail des reclassements effectués au cours de la période est présenté en Note 9 « Reclassements d'instruments financiers ».

4.7. Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	(29)	(138)
Autres produits (charges) nets	8 617	9 467
Produits (charges) des autres activités	8 588	9 329

4.8. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Charges de personnel	(146 914)	(146 968)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(12 091)	(12 544)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(87 841)	(90 143)
Charges générales d'exploitation	(246 846)	(249 655)

(1) Dont 2 881 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes du groupe Crédit Agricole du Nord Est.

La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2018 est donnée ci-dessous :

Collège des commissaires aux comptes du groupe Crédit Agricole du Nord Est

(en milliers d'euros)	KPMG		PWC	MAZARS	Total 2018
	2018	2017	2018	2017	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	136	166	81	113	217
Émetteur	82	113	81	113	163
Filiales intégrées globalement	54	53			54
Services autres que la certification des comptes	3	10	4		7
Émetteur	3	10	4		7
Filiales intégrées globalement					
Total	139	176	85	113	224

Le montant total des honoraires de KPMG, commissaire aux comptes du groupe Crédit Agricole du Nord Est, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 139 milliers d'euros, dont 136 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes du groupe Crédit Agricole du Nord Est et ses filiales et 3 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires de PWC, commissaire aux comptes du groupe Crédit Agricole du Nord Est, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 85 milliers d'euros, dont 81 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes du groupe Crédit Agricole du Nord Est et ses filiales, et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

4.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux amortissements	(14 956)	(14 486)
Immobilisations corporelles	(14 954)	(14 486)
Immobilisations incorporelles	(2)	
Dotations (reprises) aux dépréciations	160	(497)
Immobilisations corporelles	89	(676)
Immobilisations incorporelles	71	179
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(14 796)	(14 983)

4.10. Coût du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs sains (Bucket 1 et Bucket 2)	6 541
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	11 824
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	32
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	6 681
Engagements par signature	5 111
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	(5 283)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(3 700)
Engagements par signature	(1 583)
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs dépréciés (Bucket 3)	(24 073)
Bucket 3 : Actifs dépréciés	(24 073)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(26 438)
Engagements par signature	2 365
Autres actifs	29
Risques et charges	81
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(17 422)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(2 887)
Récupérations sur prêts et créances	3 491
comptabilisés au coût amorti	3 491
comptabilisés en capitaux propres recyclables	
Décotes sur crédits restructurés	(849)
Pertes sur engagements par signature	(108)
Autres pertes	(522)
Autres produits	
Coût du risque	(18 297)

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Dotations aux provisions et aux dépréciations	(619 220)
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0
Prêts et créances	(614 173)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0
Autres actifs	0
Engagements par signature	(3 033)
Risques et charges	(2 014)
Reprises de provisions et de dépréciations	620 999
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0
Prêts et créances	617 955
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0
Autres actifs	605
Engagements par signature	1 643
Risques et charges	796
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	1 779
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(1 897)
Récupérations sur prêts et créances amortis	(3 230)
Décotes sur crédits restructurés	(493)
Pertes sur engagements par signature	(205)
Autres pertes	(506)
Autres produits	0
Coût du risque	1 908

4.11. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	(1 337)	(153)
Plus-values de cession	190	229
Moins-values de cession	(1 527)	(382)
Titres de capitaux propres consolidés		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1 337)	(153)

4.12. Impôts

Charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants	(29 773)	(24 552)
Charge d'impôt différé	658	(19 144)
Total charge d'impôt	(29 115)	(43 696)

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	141 127	34,43 %	(48 590)
Effet des différences permanentes			(7 287)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			12
Effet de l'imposition à taux réduit			4 775
Effet des autres éléments			21 975
Taux et charge effectifs d'impôt		20,63 %	(29 115)

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2018.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élèvent à 4 786 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	174 683	34,43 %	(60 143)
Effet des différences permanentes			(5 307)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			2 826
Effet de l'imposition à taux réduit			2 302
Changement de taux			16 790
Effet des autres éléments			(164)
Taux et charge effectifs d'impôt		25,01 %	(43 696)

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2017.

4.13. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	
Gains et pertes sur écarts de conversion	
Ecart de réévaluation de la période	
Transfert en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	(11)
Ecart de réévaluation de la période	20
Transfert en résultat	
Autres variations	(31)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	
Ecart de réévaluation de la période	
Transfert en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(6)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(17)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	459
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	
Ecart de réévaluation de la période	
Transfert en réserves	
Autres variations	
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	(127 345)
Ecart de réévaluation de la période	(127 327)
Transfert en réserves	(18)
Autres variations	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	5 042
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(121 844)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	(121 861)
Dont part du Groupe	(121 861)
Dont participations ne donnant pas le contrôle	

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	
Gains et pertes sur écarts de conversion	0
Ecart de réévaluation de la période	
Transferts en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	33 666
Ecart de réévaluation de la période	50 332
Transferts en résultat	(17 059)
Autres variations	393
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	0
Ecart de réévaluation de la période	
Transferts en résultat	
Autres variations	
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	0
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(648)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur entreprises mises en équivalence	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises sur activités abandonnées	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	33 018
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	96
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	0
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(235)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entreprises mises en équivalence	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises sur activités abandonnées	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(139)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	32 879
Dont part Groupe	32 879
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôts

(en milliers d'euros)	31/12/2017				01/01/2018				Variation				31/12/2018			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables																
Gains et pertes sur écarts de conversion																
Gains et pertes sur actifs disponible à la vente	123 993	(4 393)	119 600	119 600												
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables					(493)	166	(327)	(327)	(11)	(6)	(17)	(17)	(504)	160	(344)	(344)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture																
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	123 993	(4 393)	119 600	119 600	(493)	166	(327)	(327)	(11)	(6)	(17)	(17)	(504)	160	(344)	(344)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	123 993	(4 393)	119 600	119 600	(493)	166	(327)	(327)	(11)	(6)	(17)	(17)	(504)	160	(344)	(344)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables																
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(6 685)	1 726	(4 959)	(4 959)	(6 685)	1 726	(4 959)	(4 959)	459	(118)	341	341	(6 226)	1 608	(4 618)	(4 618)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre																
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables					419 125	(14 889)	404 236	404 236	(127 345)	5 160	(122 185)	(122 185)	291 780	(9 729)	282 051	282 051
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(6 685)	1 726	(4 959)	(4 959)	412 440	(13 163)	399 277	399 277	(126 886)	5 042	(121 844)	(121 844)	285 554	(8 121)	277 433	277 433
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(6 685)	1 726	(4 959)	(4 959)	412 440	(13 163)	399 277	399 277	(126 886)	5 042	(121 844)	(121 844)	285 554	(8 121)	277 433	277 433
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	117 308	(2 667)	114 641	114 641	411 947	(12 997)	398 950	398 950	(126 897)	5 036	(121 861)	(121 861)	285 050	(7 961)	277 089	277 089

5. Informations sectorielles

Définition des secteurs opérationnels

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction générale pour le pilotage de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Le secteur opérationnel présenté dans le reporting interne correspondant au métier de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et conforme à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole S.A. est celui de la « banque de proximité en France ». La Caisse régionale est donc considérée comme étant « mono métier ».

6. Notes relatives au bilan

6.1. Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisses	52 571		66 110	
Banques centrales	25 283		26 098	
Valeur au bilan	77 854		92 208	

6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 877
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	433 095
Instruments de capitaux propres	129 384
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	303 711
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	
Valeur au bilan	435 972
Dont Titres prêtés	

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 675
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	
Valeur au bilan	3 675
Dont titres prêtés	0

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Instruments de capitaux propres	
Actions et autres titres à revenu variable	
Titres de dettes	
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
OPCVM	
Prêts et créances	
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Instruments dérivés	2 877
Valeur au bilan	2 877

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Instruments de capitaux propres	
Actions et autres titres à revenu variable	
Titres de dettes	
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Prêts et avances	
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Instruments dérivés	3 675
Valeur au bilan	3 675

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Actions et autres titres à revenu variable	25 124
Titres de participation non consolidés	104 260
Total instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	129 384

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Titres de dettes	
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	33 565
OPCVM	270 146
Prêts et créances	
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	
Titres reçus en pension livrée	
Valeurs reçues en pension	
Total instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	303 711

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient aucun actif financier à la juste valeur par résultat sur option.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 138	3 703
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	3 138	3 703

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	3 138	3 703
Valeur au bilan	3 138	3 703

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient aucun passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

6.3. Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 « Comptabilité de couverture ».

6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	21 733	84	(588)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 783 867	313 859	(22 079)
Total	1 805 600	313 943	(22 667)

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées			
Obligations et autres titres à revenu fixe	21 733	84	(588)
Total des titres de dettes	21 733	84	(588)
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle			
Total des prêts et créances			
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	21 733	84	(588)
Impôts		(12)	172
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (net d'impôt)		72	(416)

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2018			
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Gains/pertes latents sur la période
Actions et autres titres à revenu variable	3 617			
Titres de participation non consolidés	1 780 250	313 859	(22 079)	(127 327)
Total instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 783 867	313 859	(22 079)	(127 327)
Impôts		(9 729)		4 964
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt)		304 130	(22 079)	(122 363)

Placements dans des instruments de capitaux propres par titre

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Actions et autres titres à revenu variable	3 617
Autres (1)	3 617
Titres de participation non consolidés	1 780 250
SACAM MUTUALISATION	626 836
SAS RUE LA BOETIE	1 038 486
SACAM DEVELOPPEMENT	31 947
SACAM INTERNATIONAL	25 492
Autres (1)	57 489
Total placements dans des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 783 867

(1) Titres dont la valeur au bilan est supérieure à 1 % du poste « Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables ».

Le groupe Crédit Agricole du Nord Est a classé les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables selon le motif suivant :

- Les titres SACAM MUTUALISATION, SAS RUE LA BOETIE, SACAM DEVELOPPEMENT, SACAM INTERNATIONAL correspondent à des titres fédéraux et nationaux des Caisses régionales valorisés en central.

Placements dans des instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable			
Titres de participation non consolidés	28	18	
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	28	18	
Impôts		(1)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt) (1)		17	

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Au cours de l'exercice, le groupe Crédit Agricole du Nord Est a procédé à la cession partielle du titre CARVEST. Cette cession résulte de l'ouverture de l'actionnariat à d'autres Caisses régionales.

Actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	0		
Obligations et autres titres à revenu fixe	354 882		(920)
Actions et autres titres à revenu variable (2)	102 730	49 422	(1 651)
Titres de participation non consolidés	1 608 035	82 479	(5 336)
Total des titres disponibles à la vente	2 065 647	131 901	(7 907)
Créances disponibles à la vente	0	0	0
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	2 065 647	131 901	(7 907)
Impôts		(4 710)	317
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (net d'impôt)		127 191	(7 590)

(1) Dont 84 225 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 31 décembre 2017.

(2) Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 751 801 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

6.5. Actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 247 952
Prêts et créances sur la clientèle	15 742 683
Titres de dettes	237 078
Valeur au bilan	18 227 713

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Etablissements de crédit	
Comptes et prêts	6 422
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	3 774
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	
Valeurs reçues en pension	
Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	3 324
Autres prêts et créances	
Valeur brute	9 746
Dépréciations	(1)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	9 745
Opérations internes au Crédit Agricole	
Comptes ordinaires	1 218 049
Titres reçus en pension livrée	
Comptes et avances à terme	1 020 158
Prêts subordonnés	
Total prêts et créances internes au Crédit Agricole	2 238 207
Valeur au bilan	2 247 952

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique « Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit » du Tableau des flux de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Etablissements de crédit	
Titres de dettes	0
Titres non cotés sur un marché actif	
Prêts et avances	8 982
Comptes et prêts	5 658
dont comptes ordinaires débiteurs sains	2 521
dont comptes et prêts au jour le jour sains	0
Valeurs reçues en pension	
Titres reçus en pension livrée	0
Prêts subordonnés	3 324
Autres prêts et créances	
Valeur brute	8 982
Dépréciations	0
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	8 982
Opérations internes au Crédit Agricole	
Titres de dettes	0
Titres non cotés sur un marché actif	
Prêts et avances	2 938 155
Comptes ordinaires	1 641 633
Comptes et avances à terme	1 296 522
Prêts subordonnés	0
Prêts et créances internes au Crédit Agricole	2 938 155
Valeur au bilan	2 947 137

Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Opérations avec la clientèle	
Créances commerciales	14 553
Autres concours à la clientèle	15 850 846
Valeurs reçues en pension	
Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	10 801
Avances en comptes courants d'associés	23 873
Comptes ordinaires débiteurs	107 939
Valeur brute	16 008 012
Dépréciations	(265 329)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	15 742 683
Opérations de location-financement	
Location-financement immobilier	
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	
Valeur brute	
Dépréciations	
Valeur nette des opérations de location-financement	
Valeur au bilan	15 742 683
(en milliers d'euros)	
31/12/2017	
Opérations avec la clientèle	
Titres de dettes	107 206
Titres non cotés sur un marché actif	107 206
Prêts et avances	15 869 997
Créances commerciales	11 359
Autres concours à la clientèle	15 742 635
Titres reçus en pension livrée	
Prêts subordonnés	10 801
Créances nées d'opérations d'assurance directe	
Créances nées d'opérations de réassurance	
Avances en comptes courants d'associés	23 205
Comptes ordinaires débiteurs	81 997
Valeur brute	15 977 203
Dépréciations	(272 012)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	15 705 191
Opérations de location-financement	
Location-financement immobilier	
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées	
Valeur brute	0
Dépréciations	0
Valeur nette des opérations de location financement	0
Valeur au bilan	15 705 191

Titres de dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	237 102
Total	237 102
Dépréciations	(24)
Valeur au bilan	237 078

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance au 31/12/2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017
Effets publics et valeurs assimilées	
Obligations et autres titres à revenu fixe	95 796
Total	95 796
Dépréciations	0
Valeur au bilan	95 796

6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité				
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés	
	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)					Juste valeur nette (1)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction															
Instruments de capitaux propres															
Titres de dettes															
Prêts et créances															
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat															
Instruments de capitaux propres															
Titres de dettes															
Prêts et créances															
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres															
Instruments de capitaux propres															
Titres de dettes															
Prêts et créances															
Actifs financiers au coût amorti	45 572	45 572			45 572	40 964	40 964			40 480	5 092				
Titres de dettes															
Prêts et créances	45 572	45 572			45 572	40 964	40 964			40 480	5 092				
Total Actifs financiers	45 572	45 572			45 572	40 964	40 964			40 480	5 092				
Opérations de location-financement															
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	45 572	45 572			45 572	40 964	40 964			40 480	5 092				

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

(en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité					
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés		
	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)	Juste valeur nette (1)					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction																
Instruments de capitaux propres																
Titres de dettes																
Prêts et créances																
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																
Instruments de capitaux propres																
Titres de dettes																
Prêts et créances																
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres																
Instruments de capitaux propres																
Titres de dettes																
Prêts et créances																
Actifs financiers au coût amorti	23 211	23 211			23 211	20 282	20 282			20 364	2 847					
Titres de dettes																
Prêts et créances	23 211	23 211			23 211	20 282	20 282			20 364	2 847					
Total Actifs financiers	23 211	23 211			23 211	20 282	20 282			20 364	2 847					
Opérations de location-financement																
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	23 211	23 211			23 211	20 282	20 282			20 364	2 847					

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, le groupe Crédit Agricole du Nord Est a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe Crédit Agricole du Nord Est via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement auto-souscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2018

Au 31 décembre 2018, tout comme au 31 décembre 2017, le groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7. Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Au 31 décembre 2018, tout comme au 31 décembre 2017, le groupe Crédit Agricole du Nord Est n'est pas exposé au risque souverain, tant pour l'activité bancaire que pour l'activité assurance.

6.8. Passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit	8 424 461
Dettes envers la clientèle	7 656 688
Dettes représentées par un titre	1 215 877
Valeur au bilan	17 297 026

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	33 654	36 749
dont comptes ordinaires créditeurs (1)	5 835	7 727
dont comptes et emprunts au jour le jour (1)		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	33 654	36 749
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	492	583
Comptes et avances à terme	8 390 315	8 718 059
Titres donnés en pension livrée		
Total	8 390 807	8 718 642
Valeur au bilan	8 424 461	8 755 391

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique « Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit » du Tableau des flux de trésorerie.

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	4 354 066	4 146 327
Comptes d'épargne à régime spécial	86 724	76 372
Autres dettes envers la clientèle	3 215 898	3 285 219
Titres donnés en pension livrée		
Valeur au bilan	7 656 688	7 507 918

Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Bons de caisse	8 940	15 341
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	1 165 973	1 688 507
Emprunts obligataires	40 964	20 282
Autres dettes représentées par un titre		882
Valeur au bilan	1 215 877	1 725 012

6.9. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers**Compensation – actifs financiers**

31/12/2018						
Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires						
(en milliers d'euros)	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement (2)	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montants nets après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation (3)	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie (3)	
Dérivés (1)	72 361		72 361	16 354	52 890	3 117
Prises en pension de titres						
Prêts de titres						
Autres instruments financiers						
Total des actifs financiers soumis à compensation	72 361		72 361	16 354	52 890	3 117

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 99,97 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(2) Montants compensables en application d'IAS 32.42

(3) Conformément à IFRS 7.13E et IFRS 7.B50, le groupe Crédit Agricole du Nord Est applique l'article 1 de la convention cadre standard FBF relative aux opérations sur IFT qui stipule que l'ensemble des opérations de marché régies par la convention forment un tout pour leur résiliation et leur compensation. La compensation s'effectue lors des règlements des échéances et s'exprime aussi lors de la compensation quotidienne / hebdomadaire des valorisations.

31/12/2017						
Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires						
(en milliers d'euros)	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement (2)	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montants nets après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation (3)	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie (3)	
Dérivés (1)	86 025		86 025	25 055	57 420	3 550
Prises en pension de titres						
Prêts de titres						
Autres instruments financiers						
Total des actifs financiers soumis à compensation	86 025		86 025	25 055	57 420	3 550

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 99.98 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(2) Montants compensables en application d'IAS 32.42

(3) Conformément à IFRS 7.13E et IFRS 7.B50, le groupe Crédit Agricole du Nord Est applique l'Article 1 de la convention cadre standard FBF relative aux opérations sur IFT qui stipule que l'ensemble des opérations de marché régies par la convention forment un tout pour leur résiliation et leur compensation. La compensation s'effectue lors des règlements des échéances et s'exprime aussi lors de la compensation quotidienne / hebdomadaire des valorisations.

Compensation – passifs financiers

31/12/2018						
Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires						
(en milliers d'euros)	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement (2)	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montants nets après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation (3)	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie (3)	
Dérivés (1)	108 122		108 122	16 354	91 145	623
Mises en pension de titres						
Emprunts de titres						
Autres instruments financiers						
Total des passifs financiers soumis à compensation	108 122		108 122	16 354	91 145	623

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 99.95 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(2) Montants compensables en application d'IAS 32.42

(3) Conformément à IFRS 7.13E et IFRS 7.B50, le groupe Crédit Agricole du Nord Est applique l'Article 1 de la convention cadre standard FBF relative aux opérations sur IFT qui stipule que l'ensemble des opérations de marché régies par la convention forment un tout pour leur résiliation et leur compensation. La compensation s'effectue lors des règlements des échéances et s'exprime aussi lors de la compensation quotidienne / hebdomadaire des valorisations.

31/12/2017						
Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires						
(en milliers d'euros)	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement (2)	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montants nets après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation (3)	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie (3)	
Dérivés (1)	118 401		118 401	25 055	93 346	
Mises en pension de titres						
Emprunts de titres						
Autres instruments financiers						
Total des passifs financiers soumis à compensation	118 401		118 401	25 055	93 346	

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 99,94 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(2) Montants compensables en application d'IAS 32.42

(3) Conformément à IFRS 7.13E et IFRS 7.B50, le groupe Crédit Agricole du Nord Est applique l'Article 1 de la convention cadre standard FBF relative au opérations sur IFT qui stipule que l'ensemble des opérations de marché régies par la convention forment un tout pour leur résiliation et leur compensation. La compensation s'effectue lors des règlements des échéances et s'exprime aussi lors de la compensation quotidienne / hebdomadaire des valorisations.

6.10. Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants	6 819	36 685
Impôts différés	45 389	50 324
Total actifs d'impôts courants et différés	52 208	87 009
Impôts courants		
Impôts différés	7	5
Total passifs d'impôts courants et différés	7	5

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2018	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	55 647	
Charges à payer non déductibles		
Provisions pour risques et charges non déductibles	33 270	
Autres différences temporaires (1)	22 377	
Impôts différés sur réserves latentes	(8 957)	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(9 740)	
Couverture de Flux de Trésorerie		
Gains et pertes sur écarts actuariels	783	
Impôts différés sur résultat	(1 301)	7
Total impôts différés	45 389	7

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 6 166 milliers d'euros pour 2018.

(en milliers d'euros)	31/12/2017	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	54 656	
Charges à payer non déductibles	1 549	
Provisions pour risques et charges non déductibles	31 452	
Autres différences temporaires (1)	21 655	
Impôts différés sur réserves latentes	(3 502)	
Actifs disponibles à la vente	(4 488)	
Couvertures de Flux de Trésorerie		
Gains et pertes sur écarts actuariels	986	
Impôts différés sur résultat	(830)	5
Total impôts différés	50 324	5

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 6 237 milliers d'euros pour 2017.

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.11. Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres actifs	240 545	232 384
Comptes de stocks et emplois divers	17 732	17 604
Débiteurs divers (1)	222 774	214 515
Comptes de règlements	39	265
Capital souscrit non versé		
Comptes de régularisation	143 310	143 527
Comptes d'encaissement et de transfert	86 146	79 233
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits à recevoir	56 776	63 144
Charges constatées d'avance	351	149
Autres comptes de régularisation	37	1 001
Valeur au bilan	383 855	375 911

(1) dont 1 630 millions d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres passifs (1)	163 475	201 948
Comptes de règlements		
Créditeurs divers	131 911	160 724
Versement restant à effectuer sur titres	31 564	41 224
Comptes de régularisation	141 184	163 068
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	4 962	17 486
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	1	
Produits constatés d'avance	40 859	39 958
Charges à payer	90 656	88 409
Autres comptes de régularisation	4 706	17 215
Valeur au bilan	304 659	365 016

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

6.12. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Sur l'exercice 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient pas d'actif non courant destiné à être cédé ni d'activité abandonnée.

6.13. Co-entreprises et entreprises associées

Informations financières des co-entreprises et des entreprises associées

Au 31 décembre 2018, la valeur de mise en équivalence des entreprises associées s'élève à 750 milliers d'euros contre 748 milliers d'euros au 31 décembre 2017. Le groupe Crédit Agricole du Nord Est détient des intérêts dans une seule entreprise associée. Cette entreprise associée ne présente pas de caractère significatif pour le groupe Crédit Agricole du Nord Est.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Au 31 décembre 2018, le montant des passifs éventuels encourus est nul dans les entreprises associées.

Restrictions significatives sur les co-entreprises et les entreprises associées

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est ne dispose d'aucune restriction qui limite l'accès ou la capacité des entreprises en partenariat et entreprises associées à lui verser des dividendes ou à lui rembourser des créances.

6.14. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Valeur brute	861	861						861
Amortissements et dépréciations	(507)	(507)		(29)				(536)
Valeur au bilan (1)	354	354		(29)				325

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Valeur brute	1 345			(484)			861
Amortissements et dépréciations	(828)		(55)	376			(507)
Valeur au bilan (1)	517		(55)	(108)			354

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 325 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 354 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		
Valorisation fondée sur des données observables		
Valorisation fondée sur des données non observables	325	354
Valeur de marché des immeubles de placement	325	354

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

6.15. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	282 579	282 579		28 463	(29 607)			281 436
Amortissements et dépréciations (1)	(129 885)	(129 885)		(14 954)	8 944			(135 894)
Valeur au bilan	152 694	152 694		13 509	(20 663)			145 542
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	2 031	2 031		3	(183)			1 852
Amortissements et dépréciations	(1 157)	(1 157)		(79)	148			(1 088)
Valeur au bilan	874	874		(76)	(35)			764

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	266 842		26 966	(11 229)			282 579
Amortissements et dépréciations (1)	(119 246)		(15 161)	4 522			(129 885)
Valeur au bilan	147 596		11 805	(6 707)			152 694
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	2 209			(178)			2 031
Amortissements et dépréciations	(1 336)			179			(1 157)
Valeur au bilan	873			1			874

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

6.16. Écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	31/12/2017 brut	31/12/2017 net	01/01/2018 brut	01/01/2018 net	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018 brut	31/12/2018 net
Nord Est Optimmo	988	0	988	0						988	0
Total	988	0	988	0						988	0

(en milliers d'euros)	31/12/2016 brut	31/12/2016 net	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2017 brut	31/12/2017 net
Nord Est Optimmo	988	0					988	0
Total	988	0					988	0

6.17. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Risques sur les produits épargne-logement	17 210	17 210		470					17 680
Risques d'exécution des engagements par signature (1)	8 099	8 099		11 482		(17 375)		12 619	14 825
Risques opérationnels	1 112	1 112		567	(38)	(889)		1	753
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (2)	5 725	5 725		1 878	(1 891)	(30)		(787)	4 895
Litiges divers	13 451	13 451		2 873	(123)	(1 767)			14 434
Participations									
Restructurations									
Autres risques	15 168	15 168		3 858	(6 971)	(495)		1 019	12 579
Total	60 765	60 765		21 128	(9 023)	(20 556)		12 852	65 166

(1) Le montant de 12 619 milliers d'euros figurant sur la ligne « Risques d'exécution des engagements de signature » correspond au reclassement des provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés comptabilisés en déduction des actifs financiers au coût amorti au 1^{er} janvier 2018.

(2) Dont 3 077 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 818 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Risques sur les produits épargne-logement	23 630				(6 420)			17 210
Risques d'exécution des engagements par signature	6 709		3 033		(1 643)			8 099
Risques opérationnels	667		806	(305)	(55)		(1)	1 112
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1) (2)	6 195		1 685	(1 717)			(438)	5 725
Litiges divers	16 013		2 233	(3 354)	(1 441)			13 451
Participations	50		11		(61)			
Restructurations								
Autres risques	20 381		3 522	(8 509)	(226)			15 168
Total	73 645		11 290	(13 885)	(9 846)		(439)	60 765

(1) Dont 3 890 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 835 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(2) Le montant de -438 milliers d'euros figurant dans la colonne « Autres mouvements » correspond aux gains et pertes actuariels 2017 constatés par capitaux propres.

Provision épargne-logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	346 435	1 333 195
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 117 254	545 466
Ancienneté de plus de 10 ans	1 257 404	725 685
Total plans d'épargne-logement	2 721 093	2 604 346
Total comptes épargne-logement	197 870	189 806
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 918 963	2 794 152

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2018 pour les données au 31 décembre 2018 et à fin novembre 2017 pour les données au 31 décembre 2017.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement	2 000	2 761
Comptes épargne-logement	6 062	8 863
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	8 062	11 624

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	779	8 982
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	8 863	1 519
Ancienneté de plus de 10 ans	8 038	6 709
Total plans d'épargne-logement	17 680	17 210
Total comptes épargne-logement		
Total provision au titre des contrats épargne-logement	17 680	17 210

(en milliers d'euros)	31/12/2017	01/01/2018	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2018
Plans d'épargne-logement	17 210	17 210	470			17 680
Comptes épargne-logement						
Total provision au titre des contrats épargne-logement	17 210	17 210	470			17 680

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

6.18. Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes subordonnées à durée déterminée	399 616	400 729
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Valeur au bilan	399 616	400 729

Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités du groupe Crédit Agricole du Nord Est.

La directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – CRD 4/CRR définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoit les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ces conditions entre le 1^{er} janvier 2014 (date d'entrée en vigueur de la CRD 4 et du CRR) et le 1^{er} janvier 2022.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par renflouement interne (« Bail-in ») dans certaines circonstances et notamment en cas de mise en résolution de la banque émettrice, conformément à l'ordonnance du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation à la législation au droit de l'Union européenne en matière financière transposant, en droit français, la directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD) du 15 mai 2014.

Sur 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a pas émis de dettes subordonnées.

6.19. Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2018

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit Agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinques de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse Régionale	Nombre de titres au 01/01/2018	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2018	% du capital
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	5 301 262	41 858	41 858	5 301 262	40,36 %
Dont part Caisses Locales	218 679	41 858		260 537	1,98 %
Dont part du Public	1 602 801		41 858	1 560 943	11,88 %
Dont part Sacam Mutualisation	3 479 782			3 479 782	26,50 %
Part sociales	7 846 257	1 235	14 748	7 832 744	59,64 %
Dont 70 Caisses Locales	7 589 136			7 589 136	57,79 %
Dont 24 administrateurs de la CR	240	20	20	240	
Dont Sacam Mutualisation	1			1	
Dont Autres	256 880	1 215	14 728	243 367	1,85 %
Total	13 147 519	43 093	56 606	13 134 006	100,00 %

La valeur nominale des titres est de 15 euros et le montant du capital est de 197 010 milliers d'euros.

Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'Assemblée Générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée Générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Dividendes

Au titre de l'exercice 2018, le Conseil d'Administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 28 mars 2019 le paiement d'un dividende par part sociale de 0,435 euro, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale.

La rémunération accordée aux parts sociales et aux CCA pour les années 2015, 2016, 2017 et prévue pour 2018 est présentée dans le tableau ci-dessous :

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2015	2,10 euros	1,07 %
2016	2,15 euros	1,80 %
2017	2,18 euros	2,80 %
Prévu 2018	2,30 euros	2,90 %

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes versés au cours de l'exercice figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élevaient à 14 300 milliers d'euros en 2018.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2018

L'affectation du résultat, la fixation et la mise en paiement du dividende 2018 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est du 28 mars 2019.

Le texte de la résolution est le suivant :

conformément aux dispositions de l'article R 512-11 du Code Monétaire et Financier, et de l'article 39 des statuts de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration, décide de répartir le résultat de l'exercice 2018 de 100 035 570,61 € diminué du report à nouveau de 8 694 341,65 € comme suit :

• Intérêts aux parts sociales	3 409 770,51	euros
• Dividendes CCA	12 192 902,60	euros
• Réserve légale	56 803 916,89	euros
• Réserve facultative	18 934 638,96	euros

6.20. Participations ne donnant pas le contrôle

Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Le Caisse régionale de Crédit Agricole du Nord Est ne détient pas de filiale consolidée dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe.

6.21. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminé ».

(en milliers d'euros)	31/12/2018					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Caisse, banques centrales	77 854					77 854
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	200 524	448	5 319	26 589	203 092	435 972
Instruments dérivés de couverture	24		31 137	38 348		69 509
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	446	8 684	10 391	2 212	1 783 867	1 805 600
Actifs financiers au coût amorti	2 727 162	2 066 605	7 203 343	6 211 145	19 458	18 227 713
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	56 740					56 740
Total actifs financiers par échéance	3 062 750	2 075 737	7 250 190	6 278 294	2 006 417	20 673 388
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	42		1 958	1 138		3 138
Instruments dérivés de couverture	59	501	9 069	95 411		105 040
Passifs financiers au coût amorti	6 372 890	2 829 990	6 177 349	1 915 712	1 085	17 297 026
Dettes subordonnées	100	5 077	194 439	200 101	(101)	399 616
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	111 348					111 348
Total passifs financiers par échéance	6 484 439	2 835 568	6 382 815	2 212 362	984	17 916 168
(en milliers d'euros)	31/12/2017					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Caisse, banques centrales	92 208					92 208
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4		3 411	260		3 675
Instruments dérivés de couverture	20		11 850	70 501		82 371
Actifs financiers disponibles à la vente	321 990	593	8 464	23 837	1 710 763	2 065 647
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 799 687	110 771	651 851	383 743	1 085	2 947 137
Prêts et créances sur la clientèle	1 220 976	2 018 413	6 421 637	6 021 272	22 893	15 705 191
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					58 262	58 262
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	44 824		50 972			95 796
Total actifs financiers par échéance	3 479 709	2 129 777	7 148 185	6 499 613	1 793 003	21 050 287
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	10		3 411	282		3 703
Instruments dérivés de couverture	69	97	6 744	107 858		114 768
Dettes envers les établissements de crédit	1 052 127	1 796 129	3 973 333	1 933 802		8 755 391
Dettes envers la clientèle	4 647 928	542 537	1 959 853	357 600		7 507 918
Dettes représentées par un titre	449 347	1 032 221	222 280	20 282	882	1 725 012
Dettes subordonnées	97	5 077	195 555	200 000		400 729
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					115 035	115 035
Total passifs financiers par échéance	6 149 578	3 376 061	6 361 176	2 619 824	115 917	18 622 556

7. Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1. Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Salaires et traitements (1) (2)	(74 414)	(76 946)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(9 621)	(9 453)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(2 307)	(2 195)
Autres charges sociales	(32 518)	(28 100)
Intéressement et participation	(14 960)	(13 794)
Impôts et taxes sur rémunération	(13 094)	(16 480)
Total charges de personnel	(146 914)	(146 968)

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 676 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 728 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

(2) Dont médailles du travail pour 119 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 130 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

7.2. Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2018	31/12/2017
France	1 851	1 900
Étranger		
Total	1 851	1 900

7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du groupe Crédit Agricole du Nord Est n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	35 269		35 269	34 408
Écart de change				
Coût des services rendus sur l'exercice	2 225		2 225	2 081
Coût financier	484		484	468
Cotisations employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime				
Variations de périmètre	(63)		(63)	(14)
Prestations versées (obligatoire)	(1 166)		(1 166)	(1 697)
Taxes, charges administratives et primes				
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(134)		(134)	(89)
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(209)		(209)	112
Dette actuarielle au 31/12/N	36 406		36 406	35 269

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 225		2 225	2 081
Charge/produit d'intérêt net	34		34	45
Impact en compte de résultat au 31/12/N	2 259		2 259	2 126

Détail des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N-1	6 683		6 683	6 779
Écart de change				
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(115)		(115)	(119)
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(134)		(134)	(89)
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(209)		(209)	112
Ajustement de la limitation d'actifs				
Total des éléments reconnus immédiatement en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 31/12/N	(458)		(458)	(96)

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	31 378		31 378	30 051
Écart de change				
Intérêt sur l'actif (produit)	450		450	423
Gains/(pertes) actuariels	115		115	119
Cotisations payées par l'employeur	2 613		2 613	2 496
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime				
Variations de périmètre	(63)		(63)	(14)
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds	(1 165)		(1 165)	(1 697)
Juste valeur des actifs au 31/12/N	33 328		33 328	31 378

Position nette

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	36 406		36 406	35 269
Impact de la limitation d'actifs				
Juste valeur des actifs fin de période	(33 328)		(33 328)	(31 378)
Position nette (passif)/ actif fin de période	(3 078)		(3 078)	(3 891)

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	1,42 %	0,00 %	1,38 %	0,00 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	1,50 %	0,00 %	1,50 %	0,00 %
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,00 %	0,00 %	2,00 %	0,00 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

Information sur les actifs des régimes – allocations d'actifs

(en milliers d'euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté
Actions	9,78 %	3 260		0,00 %			9,78 %	3 260	
Obligations	82,99 %	27 658		0,00 %			82,99 %	27 658	
Immobiliers	7,23 %	2 410		0,00 %			7,23 %	2 410	
Autres actifs	0,00 %			0,00 %			0,00 %		

Au 31 décembre 2018, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 4,37 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4,77 %.

7.5. Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est au titre de ces engagements sociaux s'élèvent à 1 818 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2018 et concernent les médailles du travail.

Par ailleurs, les salariés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est bénéficient d'une participation et d'un intéressement. La provision constituée au titre de ces engagements s'élève à 14 950 milliers d'euros.

7.6 Rémunérations de dirigeants

Durant l'année 2018, le montant global des rémunérations allouées à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration et du Comité de Direction de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est s'élève à 2 839 milliers d'euros.

8. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

Engagements donnés et reçus		
(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés	2 645 022	6 507 547
Engagements de financement	1 855 613	1 906 975
Engagements en faveur des établissements de crédit	1 323	
Engagements en faveur de la clientèle	1 854 290	1 906 975
Ouverture de crédits confirmés	1 269 817	1 449 745
Ouverture de crédits documentaires	452	2 317
Autres ouvertures de crédits confirmés	1 269 365	1 447 428
Autres engagements en faveur de la clientèle	584 473	457 230
Engagements de garantie	789 409	766 233
Engagements d'ordre des établissements de crédit	377 241	379 322
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	170	919
Autres garanties (1)	377 071	378 403
Engagements d'ordre de la clientèle	412 168	386 911
Cautions immobilières	93 644	80 343
Autres garanties d'ordre de la clientèle	318 524	306 568
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements reçus	3 644 991	3 570 373
Engagements de financement	31 228	49 734
Engagements reçus des établissements de crédit	31 228	49 734
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	3 613 763	3 520 639
Engagements reçus des établissements de crédit	1 016 664	1 013 243
Engagements reçus de la clientèle	2 597 099	2 507 396
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	327 083	336 075
Autres garanties reçues	2 270 016	2 171 321
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		

(1) Dont 342 959 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1^{er} juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 890 948 milliers d'euros.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	4 040 031	3 834 339
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	15 333	18 804
Autres dépôts de garantie (1)	116 091	116 091
Titres et valeurs donnés en pension		
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	4 171 455	3 969 234
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	5 000	5 000
Titres vendus à découvert		
Total juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	5 000	5 000

(1) Dans le cadre de la garantie Switch Assurance mise en place le 1^{er} juillet 2016, Crédit Agricole S.A. a reçu un dépôt de 116 091 milliers d'euros en amendement des précédents dépôts versés depuis le 2 janvier 2014 pour 184 764 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2018, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des FCT Crédit Agricole Habitat comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2018, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a apporté 4 040 031 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 834 338 milliers d'euros en 2017. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a apporté :

- 2 565 759 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 691 015 milliers d'euros en 2017,
- 245 637 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 258 074 milliers d'euros en 2017,
- 847 292 milliers d'euros de créances dans le cadre du refinancement auprès du Crédit Agricole Home Loan SFH, contre 795 957 milliers d'euros en 2017,
- 291 479 milliers d'euros de créances auprès de la société ESNI (Euro Secured Notes Issuer), aucune créance en 2017,
- 89 864 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 89 292 milliers d'euros en 2017.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, les garanties détenues par le Groupe Crédit Agricole du Nord Est et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de son activité.

Au cours de la période, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel n'a obtenu aucun actif par prise de possession de garantie.

9. Reclassements d'instruments financiers**Principes retenus par le Groupe Crédit Agricole**

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale du groupe Crédit Agricole du Nord Est à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

Reclassements effectués par le groupe Crédit Agricole du Nord Est

Le groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a pas opéré en 2018 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

Reclassements d'actifs financiers au cours des exercices antérieurs

Les entités Nord Est Expansion et Nord Est Capital Investissement ont réalisé au cours de l'année 2012 des reclassements tels que permis par l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

Au 31 décembre 2017, l'ensemble de ces actifs antérieurement reclassés a été cédé.

10. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion « *d'exit price* »).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

10.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	17 990 635	18 694 368		2 679 879	16 014 489
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 247 952	2 278 897		2 278 897	
Comptes ordinaires et prêts JJ	1 221 823	1 221 821		1 221 821	
Comptes et prêts à terme	1 022 806	1 053 757		1 053 757	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	3 324	3 319		3 319	
Autres prêts et créances	(1)				
Prêts et créances sur la clientèle	15 742 683	16 415 471		400 982	16 014 489
Créances commerciales	14 553	14 553		14 553	
Autres concours à la clientèle	15 590 681	16 259 656		245 167	16 014 489
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	10 801	10 559		10 559	
Avances en comptes courants d'associés	23 721	23 814		23 814	
Comptes ordinaires débiteurs	102 927	106 889		106 889	
Titres de dettes	237 078	236 557		236 557	
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe	237 078	236 557		236 557	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	18 227 713	18 930 925		2 916 436	16 014 489

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2017	Juste valeur au 31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et Créances	18 652 328	19 439 029	0	3 439 228	15 999 801
Créances sur établissements de crédit	2 947 137	2 984 623	0	2 984 623	0
Comptes ordinaires et prêts JJ	1 644 154	1 644 137		1 644 137	
Comptes et prêts à terme	1 299 659	1 337 086		1 337 086	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	3 324	3 400		3 400	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	15 705 191	16 454 406	0	454 605	15 999 801
Créances commerciales	11 359	11 348		2 144	9 204
Autres concours à la clientèle	15 480 044	16 221 501		234 580	15 986 921
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	10 801	10 559		10 559	
Titres non cotés sur un marché actif	101 854	106 925		103 249	3 676
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opération de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	22 901	22 938		22 938	
Comptes ordinaires débiteurs	78 232	81 135		81 135	
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	95 796	88 024	39 483	48 541	0
Effets publics et valeurs assimilés					
Obligations et autres titres à revenu fixe	95 796	88 024	39 483	48 541	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	18 748 124	19 527 053	39 483	3 487 769	15 999 801

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	8 424 461	8 540 141		8 540 141	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	6 327	6 128		6 128	
Comptes et emprunts à terme	8 418 134	8 534 013		8 534 013	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	7 656 688	7 636 629		7 549 905	86 724
Comptes ordinaires créditeurs	4 354 066	4 353 733		4 353 733	
Comptes d'épargne à régime spécial	86 724	86 724			86 724
Autres dettes envers la clientèle	3 215 898	3 196 172		3 196 172	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes représentées par un titre	1 215 877	1 219 999	40 480	1 179 519	
Dettes subordonnées	399 616	405 960		405 960	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	17 696 642	17 802 729	40 480	17 675 525	86 724

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2017	Juste valeur au 31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	8 755 391	8 891 233	0	8 891 233	0
Comptes ordinaires et emprunts JJ	8 310	8 175		8 175	
Comptes et emprunts à terme	8 747 081	8 883 058		8 883 058	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	7 507 918	7 463 954	0	7 387 582	76 372
Comptes ordinaires créditeurs	4 146 327	4 145 836		4 145 836	
Comptes d'épargne à régime spécial	76 372	76 372			76 372
Autres dettes envers la clientèle	3 285 219	3 241 746		3 241 746	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	1 725 012	1 731 041	20 364	1 710 677	0
Dettes subordonnées	400 729	411 896	0	411 896	0
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	18 389 050	18 498 124	20 364	18 401 388	76 372

10.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debt Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de

défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 877		2 877	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	2 877		2 877	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	433 095	205 487	224 051	3 557
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	129 384	5 510	123 874	
Actions et autres titres à revenu variable	25 124	5 510	19 614	
Titres de participation non consolidés	104 260		104 260	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	303 711	199 977	100 177	3 557
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	303 711	199 977	100 177	3 557
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	33 565		30 008	3 557
OPCVM	270 146	199 977	70 169	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	1 805 600		1 805 600	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 783 867		1 783 867	
Actions et autres titres à revenu variable	3 617		3 617	
Titres de participation non consolidés	1 780 250		1 780 250	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	21 733		21 733	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	21 733		21 733	
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	21 733		21 733	
Instruments dérivés de couverture	69 509		69 509	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	2 311 081	205 487	2 102 037	3 557
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 675	0	3 675	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	3 675		3 675	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Valeurs reçues en pension				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actifs financiers disponibles à la vente	2 065 647	324 106	1 741 543	0
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	354 882	321 990	32 894	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	1 710 765	2 116	1 708 649	
Créances disponibles à la vente				
Instruments dérivés de couverture	82 371		82 371	0
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	2 151 693	324 106	1 827 589	0
Transferts issus du Niveau 1 :				
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 :				
Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 :				
Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux	0	0	0	0

(1) Y compris 751 801 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers d'euros)	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 138		3 138	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	3 138		3 138	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	105 040		105 040	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	108 178		108 178	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 703		3 703	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	3 703		3 703	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	114 768		114 768	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	118 471		118 471	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	(137)
Comptabilisés en résultat (1)	(137)
Comptabilisés en capitaux propres	

(1) Hors créances rattachées

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient aucun passif financier valorisé à la juste valeur selon le niveau 3.

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Analyse de sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3

S'agissant de titres de dettes (TSDI PREDICA) sur une entité du Groupe, la juste valeur est comptabilisée sur la base des éléments communiqués par PREDICA en date d'arrêt.

11. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

11.1. Information sur les filiales

11.1.1. Restrictions sur les entités contrôlées

Au 31 décembre 2018, il n'existe aucune disposition réglementaire, légale ou contractuelle pouvant limiter la capacité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est à avoir librement accès aux actifs et à régler les passifs de ses filiales.

11.1.2 Soutien aux entités structurées contrôlées

Le groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

11.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits (FCT Crédit Agricole Habitat 2015) soit placés dans le marché par le Groupe (FCT Crédit Agricole Habitat 2017 et FCT Crédit Agricole Habitat 2018).

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du Groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 251,6 millions d'euros aux FCT.

11.2. Composition du périmètre

Le périmètre de consolidation comprend une entité consolidante composée de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et des 70 Caisses locales qui lui sont rattachées, ainsi que les filiales ci-dessous :

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole du Nord Est	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (1)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (2)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
SAS Nord Est Expansion	Intégration globale		France		Filiale	100 %	100 %	100 %	100 %
SAS Nord Est Capital Investissement	Intégration globale		France		Filiale	100 %	100 %	100 %	100 %
Nord Est Optimmo	Intégration globale		France		Filiale	100 %	100 %	100 %	100 %
FCT Crédit Agricole Habitat 2015-2017-2018	Intégration globale		France		Filiale	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Entrée dans le périmètre, sortie de périmètre, changement de méthode.

(2) Filiale, succursale, entité structurée, co-entreprise, co-entreprise structurée, opération en commun, entreprise associée, entreprise associée structurée.

Au 31 décembre 2018 le groupe Crédit Agricole du Nord Est ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat 2015, Crédit Agricole Habitat 2017 et Crédit Agricole Habitat 2018 a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

12. Participations et entités structurées non consolidées

12.1. Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 1 884 510 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 1 608 035 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

12.1.1. Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2018	31/12/2017	
Nord Est Développement	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
SAS Nord Est Assur	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
SCI Hincmar	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
SAS Financière de Courlancy	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
SAS Signe	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
CA Edition	France	55,00 %	55,00 %	Entité non significative
Nord Est Partenaires	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
Nord Est Protection et Assistance	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative

12.1.2. Titres de participations significatifs non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Titres de participation non consolidés	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)
		31/12/2018	31/12/2017		
Agro industrie Recherche et Développement	France	15,00 %	15,00 %	20 333	(1 486)
Crédit Agricole Régions Investissement	France	28,00 %	30,00 %	1 462	454
Agri Ardennes	France	11,00 %	11,00 %	174	(9)
Editions Techniques Agricoles de l'Aisne	France	16,00 %	16,00 %	459	35
Cigma	France	12,00 %	12,00 %	226	(3)
Arcavi –Sté Ardennaise d'amélioration du cadre de vie	France	11,00 %	11,00 %	11 893	463
S.E.M.L Intégrale	France	10,00 %	10,00 %	144	(52)
Taittinger CCVC	France	14,00 %	14,00 %	445 324	15 567
Crédit Agricole Capital PME	France	14,00 %	14,00 %	51 426	1 672
Société d'Exploitation du parc des Expositions le Capitole	France	10,00 %	10,00 %	139	98
AGEO	France	15,00 %	15,00 %	2 571	455
S02P	France	10,00 %	10,00 %	2 625	513
BF Développement	France	12,00 %	12,00 %	3 695	345
Tiphys	France	16,00 %	16,00 %	24 711	3 815
SCI Maison des Agriculteurs	France	23,00 %	23,00 %	6 878	186
Assystel	France	13,00 %	13,00 %	3 401	194
CRAFT	France	14,00 %	-	Non disponible	Non disponible
Société Européenne de Malterie	France	30,00 %	30,00 %	25 085	5 290
Sofilab 5	France	11,00 %	11,00 %	Non disponible	Non disponible

(1) En milliers d'euros - Le montant des capitaux propres et le résultat du dernier exercice ne sont pas mentionnés lorsque, en raison de leur nature, leur divulgation porterait gravement préjudice aux entreprises auxquelles elles se rapportent.

12.2. Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2018, le groupe Crédit Agricole du Nord Est a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité. Le groupe Crédit Agricole du Nord Est n'est concerné que par l'activité Fonds de placement.

Fonds de placement

Le groupe Crédit Agricole du Nord Est investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Entités sponsorisées

Le groupe Crédit Agricole du Nord Est a sponsorisé des entités structurées non consolidées dans lesquelles elle ne détient pas d'intérêts au 31 décembre 2018.

Les revenus bruts (autres que commissions, intérêts) d'entités sponsorisées dans lesquelles le groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient pas d'intérêt à la clôture de l'exercice représentent une charge de 1 114 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Les valeurs comptables d'actifs transférés aux entités structurées non consolidées sponsorisées au cours de l'exercice s'élèvent à 4 767 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Soutien financier apporté aux entités structurées

Le groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a pas accordé de soutien financier à une ou plusieurs entités structurées non consolidées.

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2018, et au 31 décembre 2017, l'implication du groupe Crédit Agricole du Nord Est dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour le groupe Crédit Agricole du Nord Est dans les tableaux ci-dessous :

31/12/2018																
(en milliers d'euros)	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale			
	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat								200 064	200 064			200 064				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres																
Actifs financiers au coût amorti																
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées								200 064	200 064			200 064				
Instruments de capitaux propres																
Passifs financiers à la juste valeur par résultat																
Dettes																
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Engagements donnés																
Engagements de financement																
Engagements de garantie																
Autres																
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature																
Total des engagements hors bilan net de vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Total bilan des entités structurées non consolidées								4 687 406								

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liés à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.2 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas garant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

31/12/2017																
(en milliers d'euros)	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale			
	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat																
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres								321 994	321 994			321 994				
Actifs financiers au coût amorti																
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées								321 994	321 994			321 994				
Instruments de capitaux propres																
Passifs financiers à la juste valeur par résultat																
Dettes																
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Engagements donnés																
Engagements de financement																
Engagements de garantie																
Autres																
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature																
Total des engagements hors bilan net de vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Total bilan des entités structurées non consolidées								4 909 981								

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liés à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.2 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de credit default swap pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du mark-to-market. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

13. Événements postérieurs au 31 décembre 2018

Aucun événement significatif de nature à remettre en cause les comptes au 31 décembre 2018 n'est survenu pendant la période subséquente.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'attention de l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est (« Caisse Régionale ») relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1^{er} janvier 2018 de la nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers » exposé dans la note 1.1 « Normes applicables et comparabilité » et le paragraphe « instruments financiers » de la note 1.2 « Principes et méthodes comptables » ainsi que dans les autres notes de l'annexe présentant des données chiffrées liées aux incidences de ce changement.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons

pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur expositions non en défaut dans le contexte de la 1^{ère} application d'IFRS 9

Risque identifié

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Caisse Régionale applique la norme IFRS9 « Instruments financiers », qui définit en particulier une nouvelle méthodologie de dépréciation des actifs financiers.

Les effets de la 1^{ère} application de la norme IFRS9 sont détaillés dans l'annexe aux comptes consolidés.

Dans ce cadre, la Caisse Régionale constitue des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss) portant sur les expositions qui ne sont pas en défaut, en distinguant :

- les expositions n'ayant pas subi de dégradation significative du risque de crédit, pour lesquelles les corrections de valeur représentent l'estimation des pertes de crédit attendues à 1 an (bucket 1) ;
- les expositions ayant subi une dégradation significative du risque de crédit pour lesquelles les corrections de valeur représentent l'estimation des pertes de crédit attendues à maturité (bucket 2). La dégradation significative du risque de crédit a donné lieu à la définition d'un cadre méthodologique reposant sur plusieurs critères.

Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances et sur les engagements par signature au 1^{er} janvier 2018 et au 31 décembre 2018 respectivement un montant de 18,3 M€ et 85,9 M€ comme détaillé en Note 3.1.1.

Les corrections de valeur sont déterminées selon des modèles internes de risques de crédit sur la base de séries historiques des défaillances de la clientèle du groupe Crédit Agricole, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (« Forward Looking») appréciées au niveau du Groupe Crédit agricole et au regard, le cas échéant, de paramètres propres aux expositions de la Caisse Régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés tant pour la première application de la norme IFRS9 que pour le 31 décembre 2018 en raison :

- de l'importance des changements induits dans la mise en œuvre pour la première application de cette nouvelle norme ;
- de l'importance des zones de jugement entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ;
- de l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit consommation...), dont par exemple des informations prospectives (forward looking central et local), des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (bucket 1 et bucket 2).

Notre réponse face aux risques identifiés

Pour apprécier la mise en œuvre de la norme IFRS 9 et les effets

de son application dans les comptes de la Caisse Régionale tant au 1^{er} janvier qu'au 31 décembre 2018, nous avons réalisé les travaux suivants :

- Prise de connaissance avec un examen critique des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'appui de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :

- o les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles,

- o la qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles (PD, LGD),

- o la gouvernance des modèles au regard des modalités de détermination et de changement des paramètres, du processus de validation indépendante et des modalités de back-testing,

- o la réalisation de tests applicatifs ciblés sur les principales fonctionnalités de l'outil national utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;

- Test par sondage de la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;

- Test de la correcte application des principes retenus en matière de segmentation des expositions entre les catégories d'expositions homogènes de risques (bucket 1 et bucket 2) ;

- Vérification du déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;

- Appréciation des hypothèses et de la documentation fournie par la Caisse Régionale sur la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking ;

- Analyse de l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2018.

Nous nous sommes par ailleurs assurés du caractère approprié des informations données dans les annexes aux comptes consolidés, au regard des exigences d'IFRS9 tant pour le 1^{er} janvier que pour le 31 décembre 2018.

Dépréciations de créances de crédit sur bases collectives

Risque identifié

Du fait de son activité, la Caisse Régionale est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans la note 1.2 et 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés, la Caisse Régionale constitue, conformément à la nouvelle norme IFRS 9 Instruments financiers, des dépréciations sur les créances en défaut (Bucket 3) faisant l'objet de pertes prévisibles au titre du risque de crédit avéré. Le montant de ces dépréciations correspond à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés à maturité actualisés.

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre établissement est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations portant sur les marchés des entreprises, professionnels et agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de l'importance relative de ces dépréciations dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par

la direction pour déterminer les flux futurs estimés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées en note 3.1.4 de l'annexe qui s'élève à 170,2 M€.

Notre réponse face au risque identifié

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la Direction pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la Caisse Régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte alimentation en comptabilité ;

- testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la Caisse Régionale relatifs à ces procédures ;

- analysé le bien-fondé des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit présentant un risque avéré ;

- effectué un examen analytique de la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est par l'assemblée générale du 17 mars 2006 pour le cabinet KPMG Audit FS I et du 5 avril 2018 pour le cabinet PriceWaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG Audit FS I était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet PriceWaterhouseCoopers Audit dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité

de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux Comptes

Paris La Défense,
le 8 mars 2019

KPMG Audit FS I

Christophe Coquelin
Associé

Jean-François Dandé
Associé

Neuilly-sur-Seine,
le 8 mars 2019

PriceWaterhouseCoopers
Audit

Emmanuel Benoist
Associé

PROJET DE RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 28 MARS 2019

PARTIE ORDINAIRE

Première résolution : approbation des comptes sociaux et quitus aux administrateurs

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la situation financière de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et entendu le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration, ainsi que le rapport sur les comptes annuels des Commissaires Aux Comptes :

- approuve le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos au 31 décembre 2018 sur base sociale tels qu'ils ont été présentés,
- et donne quitus aux Administrateurs de leur gestion afférente aux comptes sociaux pour cet exercice.

Deuxième résolution : approbation des comptes consolidés et quitus aux administrateurs

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la situation financière de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et entendu le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration, ainsi que le rapport des Commissaires Aux Comptes sur les comptes consolidés :

- approuve le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sur base consolidée tels qu'ils ont été présentés,
- et donne quitus aux Administrateurs de leur gestion afférente aux comptes consolidés pour cet exercice.

Troisième résolution : approbation des dépenses visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts

L'Assemblée Générale, sur le rapport du Conseil d'Administration, statuant en application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, approuve le montant global s'élevant à 214 583 € de charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce Code, ainsi que le montant s'élevant à 73 881 € de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses.

Quatrième résolution : approbation des conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la situation financière de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et entendu le rapport spécial des Commissaires Aux Comptes approuve les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de Commerce, conformément à l'article L 511-39 du Code Monétaire et Financier et à l'article 29-1 des statuts.

Cinquième résolution : fixation du taux de rémunération à servir aux parts sociales

Sur proposition du Conseil d'Administration, et conformément à l'article 24-2 des statuts de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et à l'article 243 bis du CGI, l'Assemblée Générale :

- rappelle que l'intérêt servi aux parts sociales pour l'exercice 2015 a été fixé à 1,07 %,

- rappelle que l'intérêt servi aux parts sociales pour l'exercice 2016 a été fixé à 1,80 %,
- rappelle que l'intérêt servi aux parts sociales pour l'exercice 2017 a été fixé à 2,80 %,
- décide de fixer à 2,90 % l'intérêt servi aux parts sociales pour l'exercice 2018.

Cet intérêt sera payable en numéraire à partir du 29 mars 2019. La provision destinée au paiement de ces intérêts est prévue dans la répartition du résultat.

Les sommes distribuées sont éligibles à l'abattement de 40 %, conformément aux dispositions de l'article 158 du Code général des impôts.

Sixième résolution : Fixation du dividende à servir aux Certificats Coopératifs d'Associés

L'Assemblée Générale :

- rappelle que la rémunération des certificats coopératifs d'associés pour l'exercice 2015 a été fixée à 2,10 € par titre,
- rappelle que la rémunération des certificats coopératifs d'associés pour l'exercice 2016 a été fixée à 2,15 € par titre,
- rappelle que la rémunération des certificats coopératifs d'associés pour l'exercice 2017 a été fixée à 2,18 € par titre,
- fixe à 2,30 € par titre la rémunération pour l'exercice 2018 des certificats coopératifs d'associés.

Ce dividende sera payable en numéraire à partir du 29 mars 2019. La provision destinée au paiement de ces dividendes est prévue dans la répartition du résultat.

Les sommes distribuées sont éligibles à l'abattement de 40 %, conformément aux dispositions de l'article 158 du Code général des impôts.

Septième résolution : affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2018

Conformément aux dispositions de l'article R 512-11 du Code Monétaire et Financier, et de l'article 39 des statuts de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration, décide de répartir le résultat de l'exercice 2018 de 100 035 570,61 € diminué du report à nouveau de 8 694 341,65 € comme suit :

- Intérêts aux parts sociales..... 3 409 770,51 €
- Dividendes CCA..... 12 192 902,60 €
- Réserve légale..... 56 803 916,89 €
- Réserve facultative 18 934 638,96 €

Huitième résolution : constatation de la variation du capital social

L'Assemblée Générale constate qu'au cours de l'exercice 2018, le capital social de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a varié dans les conditions suivantes :

	TOTAL	Nombre de parts sociales de 15 € de valeur nominale	Nombre de C.C.A. de 15 € de valeur nominale
Capital social au 31.12.2017	197 212 785 €	7 846 257	5 301 262
Capital social au 31.12.2018	197 010 090 €	7 832 744	5 301 262

- Soit une diminution de 202 695 €, soit 13 513 parts sociales de 15 €.

Conformément aux articles 16.1 et 24.2 des statuts de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, l'Assemblée Générale approuve :

- Les remboursements de parts sociales opérés au cours de l'exercice : 221 220 € (soit 14 748 parts de 15 € de valeur nominale),
- Les souscriptions de parts sociales intervenues au cours de l'exercice : 18 525 € (soit 1 235 parts de 15 € de valeur nominale).

Neuvième résolution : Renouvellement partiel du Conseil d'Administration

Mesdames Brigitte PILARD, Isabelle AUBAS, et Philippe MEURS, Philippe PINTA, Erick DE SOUSA, Pascal HIRSON, Daniel LIEGEOIS et Jacques QUAYEBEUR, administrateurs sortants sont rééligibles et sollicitent le renouvellement de leur mandat.

Dixième résolution : Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2019

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur ce sujet et en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 350 000 € la somme globale allouée au titre de l'exercice 2019 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

Onzième résolution : Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2018 aux personnes identifiées, à savoir le Directeur général, les membres permanents du Comité de direction et les responsables des fonctions de contrôle de la Caisse Régionale

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des indications du Conseil d'Administration à ce sujet, émet un avis favorable relatif à l'enveloppe globale de rémunérations de toutes natures versées aux personnes identifiées, à savoir le Directeur général, les membres permanents du Comité de direction et les responsables des fonctions de contrôle à hauteur d'un montant égal à 2 936 632 € au titre de l'exercice 2018.

PARTIE EXTRAORDINAIRE

Douzième Résolution : Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social par voie de rachat et d'annulation de certificats coopératifs d'associé (C.C.A.)

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, conformément à l'article L. 225-207 du Code de commerce et du Règlement européen 575/2013 et du Règlement délégué UE 241/2014 :

1. à racheter, en une ou plusieurs fois tout ou partie des certificats coopératifs d'associés émis par la Caisse Régionale, dans la limite de 1.000.000 titres, soit 15.000.000 d'euros en valeur nominale, sur une période de douze (12) mois à compter de la présente assemblée ;
2. à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des certificats coopératifs d'associés annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix.

L'acquisition des certificats coopératifs d'associés ne pourra être effectuée qu'au prix indicatif de référence en vigueur au moment de la réalisation de l'opération.

Les opérations effectuées par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, en une ou plusieurs fois, pendant la durée autorisée.

La présente autorisation étant valable douze (12) mois, il est rappelé que la convocation d'une Assemblée Générale Spéciale des Porteurs de CCA devra se tenir avant l'Assemblée Générale de la Caisse régionale appelée à statuer sur les comptes 2019.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, à l'effet notamment d'effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolutions et de l'Autorité des Marchés Financiers, d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les certificats coopératifs d'associés, de rendre définitives la (ou les) réduction(s) de capital, d'en constater la réalisation, et plus généralement faire le nécessaire.

Treizième résolution : Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités de publicité

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes délibérations pour effectuer toutes formalités de dépôt ou de publicité.

Présidente	
Christine GANDON*	Agricultrice
Vice-Présidents	
Laurent MANGEART*	Agriculateur
Philippe MEURS*	Agriculateur
Paul POQUET*	Agriculateur
Administrateurs	
Isabelle AUBAS	Agricultrice
Marie-Elisabeth AVET	Agricultrice
Denis CAILLE	Agriculateur
Jean-Paul CAYE	Agriculateur
Yves DELAINE	Agriculateur
Nathalie DEVILLIERS	Collaboratrice Artisan
Erick de SOUSA*	Viticulteur
Christel FAILLON	Agricultrice
Antoine GERBAUX	Pharmacien
Pascal HIRSON	Coordinateur Sécurité
Thierry JOBERTY	Viticulteur
Eric LAINE*	Agriculateur
Benoît LAMPSON	Agriculateur
Daniel LIEGEOIS	Cadre
Benoît MARX	Agriculateur-Viticulteur
Brigitte PILARD	Agricultrice
Philippe PINTA*	Agriculateur
Jacques QUAEYBEUR	Agriculateur
Benoît ROPERT	Vétérinaire
Dominique THOMAS	Agriculateur
Total des membres du CA	24 membres

* Membres du Bureau du Conseil

Département de l'Aisne (02)

Caisse Locale	Adresse Postale	Président
ANIZY LE CHATEAU	7, rue Carnot - 02320 ANIZY LE CHATEAU	DE WILDE Philippe
BEAURIEUX	2, rue Paul Vincenot - 02160 BEAURIEUX	DE BENOIST Aurélie
BOHAIN	37, rue du Château - 02110 BOHAIN EN VERMANDOIS	CAUDRON Stéphane
BRAINE VAILLY	16, rue du Martroy - 02220 BRAINE	HENNART Frédéric
CHAUNY	29, rue Pasteur - 02300 CHAUNY	HIRSON Pascal
CŒUR DE THIERACHE	24-26, avenue du Gal de Gaulle - 02260 LA CAPELLE	MARECHAL Gérard
COUCY LE CHATEAU	5 Place de la République - 02200 SOISSONS	LETERME Joseph
FERE EN TARDENOIS	13-15, rue des Marchands - 02130 FERRE EN TARDENOIS	MEURS Philippe
FLAVY LE MARTEL	32, rue Roosevelt - 02520 FLAVY LE MARTEL	EECKHOUT Jérôme
GUIGNICOURT	20, avenue du Général de Gaulle - 02190 GUIGNICOURT	CAGNIART Thierry
GUISE-SAINS RICHAMONT	71, rue du Docteur Devilliers - 02120 GUISE	CAILLE Denis
HIRSON-AUBENTON	123, rue Charles de Gaulle - 02500 HIRSON	RENDU Jean Guy
LA FERRE ET TERGNIER	25, place Paul Doumer - 02800 LA FERRE	LELEU Florence
LAONNOIS	50, boulevard Pierre Brossolette - 02000 LAON	NIAY Antoine
MONTCORNET	12, rue de la Gare - 02340 MONTCORNET	SIMPHAL Olivier
NEUILLY SAINT FRONT	4, rue de la Chapelle - 02470 NEUILLY SAINT FRONT	LEVEQUE Philippe
RIBEMONT	62, rue Blondel - 02240 RIBEMONT	PAEME Bernard
SAINT QUENTIN	4, rue des Suzannes BP 632 - 02322 SAINT QUENTIN	RICOUR Vincent
SOISSONNAIS	5 Place de la République - 02200 SOISSONS	COUVREUR Alexis
UNION DU SUD DE L' AISNE	68, avenue d'Essômes - 02400 CHATEAU THIERRY	PEESMEESTER Bernard
VALLÉE DE LA SERRE	15, rue Desains - 02250 MARLE	RICHET Philippe
VERVINS	12, rue Dusolon - 02140 VERVINS	BAILLY Thierry
WASSIGNY	8, rue du Général de Gaulle - 02630 WASSIGNY	WERY Gilles

Département des Ardennes (08)

Caisse Locale	Adresse Postale	Président
ASFELD	Rue Basse - 08190 ASFELD	CHATRY Guy
ATTIGNY - TOURTERON	18, Place Charlemagne - 08130 ATTIGNY	DAVE Benoît
BUZANCY-GRANDPRE	1, rue de la Petite Barre - 08240 BUZANCY	CABADET Régis
CARIGNAN PAYS D'YVOIS	8, place du Docteur Gairal - 08110 CARIGNAN	LIEGEOIS Daniel
CHARLEVILLE - MEZIERES	1, cours Briand - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES	THEET Véronique
CHATEAU PORCIEN	3 Place de la République - 08300 RETHEL	DRAPIER Rémy
CHAUMONT NOVION PORCIEN	3 Place de la République - 08300 RETHEL	MANGEART Laurent
JUNIVILLE-MACHAULT	63, rue Alfred Doury - 08310 JUNIVILLE	CARRE Thierry
LE CHESNE	28, place Carnot - 08400 VOUZIERS	FAILLON Christel
MEZIERES RURAL	Route de Sedan - 08160 FLIZE	PILARD Brigitte
MONTHOIS	28, place E. Carnot - 08400 VOUZIERS	BOXEBELD Pascal
RENWEZ	1, cours Briand - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES	BOUILLON JEAN-MARIE
RETHEL	3, place de la République - 08300 RETHEL	LUDINART Joël
ROCROI	11, Place d'Armes - 08230 ROCROI	TROCHAIN Yves
RUMIGNY	7, rue du 328 RI d'infanterie - 08290 LIART	BLAIN Mireille
SEDAN RURAL	5, rue de la République - 08202 SEDAN	LEPAGE Jean-Christophe
SEDAN URBAIN	5, rue de la République - 08202 SEDAN	DELATOUR Michel
SIGNY L'ABBAYE	25, rue de Thin - 08460 SIGNY L'ABBAYE	NIVELLE Sylvie
SIGNY LE PETIT	8, place de l'Eglise - 08380 SIGNY LE PETIT	GUILLAUME Benoît
VALLEE DE LA MEUSE	271, place Aristide Briand - 08170 FUMAY	GARRIGUES Daniel
VOUZIERS	28, place Carnot - 08400 VOUZIERS	LAMPSON Jean-Marc

Département de la Marne (51)

Caisse Locale	Adresse Postale	Président
ANGLURE	17, rue de la Gare - 51260 ANGLURE	CAIN Patricia
AY CHAMPAGNE	70, rue Roger Sondag - 51160 AY	MARX Benoît
BETHENVILLE	Place du 8 Mai 1945 - 51490 BETHENVILLE	LEDoux Olivier
BRIE ET CHAMPAGNE	31 - 33 Place Rémy Petit - 51210 MONTMIRAIL	JOBERTY Thierry
COLL. PUBLIQUES DU NORD EST	25, rue Libergier - 51088 REIMS CEDEX	CHOCARDELLE Brigitte
CÔTE DES BLANCS	43, rue Ernest Vallé - 51190 AVIZE	DE SOUSA Erick
DEVELOPPEMENT PARTAGE	25, rue Libergier - 51100 REIMS	AUBAS Isabelle
DORMANS	16, place du Luxembourg - 51700 DORMANS	SIBILLOTTE Thierry
EPERNAY	8 à 18, avenue Ernest Valle - 51200 EPERNAY	ROBERT Benoît
ESTERNAY	6, rue de la Paix - 51310 ESTERNAY	DEVILLIERS Nathalie
FERE CHAMPENOISE ET SOMMESOUS	171, rue de Lattre de Tassigny - 51230 FERE CHAMPENOISE	RONDEAU Pascal
GRANDE MONTAGNE DE REIMS	5, rue Chanzy - 51380 VERZY	JACQUESSON Daniel
MOURMELON BOUY	5, place Georges Clemenceau - 51400 MOURMELON-LE-GRAND	COILLIOT Bruno
REGION DE SUIPPES	4, rue Chevallot- Aubert - 51600 SUIPPES	THOMAS Dominique
REIMS RURAL	9, rue Gabriel Voisin - 51100 REIMS	PREVOTEAU François
REIMS URBAIN	22, rue de l'Etape - 51100 REIMS	QUINART Laurent
RURALE DU CHALONNAIS	1, rue Thomas Martin - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE	HINCELIN Philippe
SERMAIZE LES BAINS	4, rue de Saint Dizier - 51250 SERMAIZE LES BAINS	CAYE Jean-Paul
SEZANNE	32, place de la République - 51120 SEZANNE	LOURDIN François
STE MENEHOULD ET VILLE S/TOURBE	5, rue Drouet - 51800 SAINTE MENEHOULD	POQUET Paul
SUD ARGONNAIS	5, rue Drouet - 51800 SAINTE MENEHOULD	FRANCOIS Gilles
URBAINE REGION DE CHALONS	1, rue Thomas Martin - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE	GERBAUX Antoine
VALLEE DE LA MARNE	Rue Paul Douce - 51200 DAMERY	VANPOPERHINGE Laurent
VERTUS	35, boulevard Paul Goerg - 51130 VERTUS	COUCHOU-MEILLOT Jean-Jacques
VESLE ET TARDENOIS	5, Rue des écoles - 51170 FISMES	VAQUETTE Daniel
VITRY LE FRANCOIS	22, place des Halles - 51301 VITRY LE FRANCOIS	LAURENT Bertrand

Thierry AUBERTIN

Directeur Général

Pierre GREGOIRE

Directeur Bancaire

Vincent ARNAUD

Directeur Général Adjoint

Alain LEFORESTIER

Directeur Pilotage et Filière Risques

Frédéric ALLAUX

Directeur Ressources Humaines

Alexandre MARRET

Directeur Financier

Christian ANDREACCHIO

Directeur Entreprises

Laure PALLICE

Secrétaire Général

Christophe DEBAIFFE

Directeur Relation Client

Emmanuelle SIMI

Directeur Marketing, Communication et Qualité

Éric DUFAYET

Directeur Développement Crédit, Immobilier et Transformation

Total des membres du Comité de Direction 11 membres

CRÉDIT AGRICOLE DU NORD EST

25 rue Libergier - 51088 Reims Cedex

- **Directeur de publication** : Thierry AUBERTIN
- **Rédaction** : Vincent ARNAUD - Alix DUTHOIT - Anne FORGET - Christelle VAILLANT
- **Sources** : Crédit Agricole SA - Crédit Agricole du Nord Est - FNCA - **Données chiffrées, années de référence 2017 et 2018**
- **Crédits photos** : Crédit Agricole du Nord Est - Crédit Agricole SA - Carmen Moya - Studio Champagne Création Reims - Michel Jolyot - Shutterstock
- **Création et mise en page** : Champagne Création Reims

Ce document est imprimé sur un papier certifié Ecolabel (EMAS) et produit par une usine certifiée ISO 14001 et OHSAS 1800 à partir de bois issus de forêts gérées durablement (certification PEFC). L'impression est réalisée avec des encres végétales et un mouillage sans alcool.





CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD EST

*Société coopérative à capital variable - Établissement de crédit - Société de courtage d'assurances
Prestataire de services d'investissement agréé et contrôlé par l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution, 4 place de Budapest, 75436 PARIS Cedex 09
Siège social : 25, rue Libergier - 51088 REIMS CEDEX - Tél. 03 26 83 30 00 - Télécopie 03 26 83 30 09
N° SIREN 394 157 085 RCS Reims - N° ORIAS 07 022 663 - T.V.A. : FR42 394157085 - www.ca-nord-est.fr*